

Nouveaux Cahiers du socialisme



Francis Dupuis-Déri et Marc-André Éthier (dir.), *La guerre culturelle des conservateurs québécois*, Saint-Joseph-du-Lac, M éditeur, 2016

Benoît Lacoursière

Number 17, Winter 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84497ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lacoursière, B. (2017). Review of [Francis Dupuis-Déri et Marc-André Éthier (dir.), *La guerre culturelle des conservateurs québécois*, Saint-Joseph-du-Lac, M éditeur, 2016]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 234–237.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2017

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

qui comptent parmi les paradis fiscaux les plus notoires. Il permet également l'inscription d'actifs dans des législations de complaisance et leur rapatriement au pays sans imposition à condition qu'ils soient rapatriés sous forme de dividendes. Le Canada est aussi une législation de complaisance pour le secteur minier. L'ampleur du phénomène semble nous mettre devant le fait accompli. Deneault nous indique qu'il existe pourtant des solutions qui sont à portée de main.

Si le droit canadien reconnaît le droit à la planification fiscale, c'est-à-dire « que toute personne a le droit d'organiser ses affaires de façon à payer le moins d'impôts possible » (p. 77), le gouvernement du Québec dispose d'un pouvoir propre d'imposition et de taxation. Il n'est donc pas tenu de respecter les conventions signées par Ottawa. Cette proposition a le mérite de rappeler que le Québec dispose déjà d'outils autonomes en matière de fiscalité internationale et que la lutte contre les paradis fiscaux n'exige pas de nouvelles lois, mais seulement la pleine utilisation des lois existantes.

Ce court essai remplit son objectif en démontrant bien que les législations de complaisance ne sont pas un problème parmi d'autres. La multiplication des lois complaisantes pour certains secteurs économiques dans un nombre croissant de pays relève d'une volonté politique de transformer en profondeur les États de droit. La réingénierie de l'État inaugurée par le gouvernement libéral de Jean Charest, et poursuivie par Couillard, s'inscrit pleinement dans cette idée. Deneault invite ses lectrices et ses lecteurs à se demander à qui profitent ces transformations et à exercer leur citoyenneté. Si la destruction de l'État social est politique, sa préservation l'est également.

Francis Dupuis-Déri et Marc-André Éthier (dir.),
La guerre culturelle des conservateurs québécois,
 Saint-Joseph-du-Lac, M éditeur, 2016

BENOÎT LACOURSIÈRE

La guerre culturelle des conservateurs québécois est un ouvrage collectif issu du colloque *La Réaction tranquille. La recomposition du conservatisme au Québec* tenu à l'UQAM en mars 2011. Ce livre s'inscrit également dans le débat intellectuel sur le sujet, alimenté tant à droite qu'à gauche (notamment dans la revue *Argument* et les livres *Une pensée libérale, critique ou conservatrice*² et *Nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*³). Les directeurs de la publication recensée soutiennent qu'un réseau de droite conservatrice mène actuellement, et depuis le milieu des années 1990, une guerre culturelle contre les progressistes québécois.

2 Lucille Beaudry et Marc Chevrier (dir.), Québec, PUL, 2007.

3 Jean-Marc Piotte et Jean-Pierre Couture, Montréal, Québec Amérique, 2012.

Cette confrontation serait bien réelle et tirerait sa source de la crise économique et sociale qui touche le monde depuis quelques années. Si dans d'autres pays elle favorise la montée des extrêmes, cette confrontation prend ici une forme plus modérée, mais néanmoins préoccupante. Les six textes (regroupés en trois parties) qui composent cet ouvrage visent à mettre en lumière certains thèmes significatifs de cet affrontement : l'histoire du conservatisme québécois, les débats sur l'enseignement de l'histoire nationale et le conservatisme de gauche.

Frédéric Boily propose une « cartographie de la droite au Québec » en présentant les origines de ce courant de pensée, mais surtout en démontrant sa « vivacité » (p. 50) persistante, et ce, durant et après la Révolution tranquille. Ainsi, la lectrice ou le lecteur en retient que le courant conservateur a toujours été actif et en mesure de s'adapter aux circonstances sociales, politiques et économiques. Notons néanmoins qu'il peut exister deux « droites » québécoises, une économique et une plus traditionnelle, lesquelles ne font pas toujours bon ménage.

L'historienne Denyse Baillargeon propose, quant à elle, de saines « réflexions féministes autour du conservatisme du Québec » (p. 75). Dans leur attaque contre le multiculturalisme, pour ne pas dire carrément contre l'islam, plusieurs conservateurs québécois se couvrent de l'étendard de l'égalité entre les hommes et les femmes. Baillargeon corrige le tir, remettant en perspective la place occupée au Québec par les femmes dans la conception nationaliste conservatrice. Ainsi, à l'instar de Micheline Dumont, « il [lui] apparaît difficile d'affirmer que l'égalité des hommes et des femmes a constitué une valeur fondamentale de la société québécoise » (p. 98). Ainsi, Baillargeon démontre brillamment l'instrumentalisation du corps des femmes, en particulier leur fécondité ou leur condition maternelle, principalement par le discours nationaliste traditionnel, et souligne que tout nationalisme comporte cette contradiction : « [...] la reproduction de la nation constitue un enjeu de taille qui continue de provoquer de nombreuses frictions entre les deux groupes, car elle renvoie à la question du contrôle du corps des femmes qui se trouve au cœur du projet d'émancipation féministe, comme au centre de la promotion nationale » (p. 93).

Martin Petitclerc, dans « Notre maître le passé ? », s'en prend quant à lui à la « nouvelle sensibilité historiographique » en réaffirmant la valeur du projet critique de l'histoire sociale. Selon lui, l'histoire sociale est éclatée au Québec et c'est l'absence d'« un projet critique centré sur le problème du changement social » qui doit être corrigée. Si le courant de l'histoire sociale n'est pas exempt de critiques, il n'en demeure pas moins que la conjoncture a favorisé l'émergence d'un courant historiographique plus traditionaliste et conservateur, sous l'appellation de « nouvelle sensibilité historique », lequel critique ouvertement l'histoire sociale. Lui sont reprochés ses penchants matérialistes et modernistes, lesquels comporteraient le danger de diriger les historiens et les historiennes vers le postmodernisme et le multiculturalisme. *A contrario*, la « nouvelle sensibilité » appelle à renouer avec le riche sentiment d'historicité du passé, mais néglige de

ce fait les réalités économiques et sociales. On ne peut donc qu'être d'accord avec le projet, proposé par Petitclerc, de refaire de l'histoire sociale l'histoire des acteurs et des actrices, quelle que soit leur position sociale : de nation, de classe sociale et de genre (p. 134).

Dans le chapitre « Cris et chuchotements. La citoyenneté au cœur de l'enseignement de l'histoire au Québec », Marc-André Éthier, Jean-François Cardin et David Lefrançois reviennent sur les débats entourant le nouveau cours d'histoire (lequel ?) au secondaire. Selon les auteurs, les critiques adressées à l'encontre de ce cours, par un groupe d'historiens conservateurs réunis dans la Coalition pour l'histoire, font écho à des critiques similaires exprimées dans d'autres pays par d'autres historiens conservateurs. Le texte dresse d'abord un historique de l'enseignement de l'histoire depuis le début du XX^e siècle. On en retient, comme les auteurs le soulignent, que « la formation à la citoyenneté est depuis longtemps la pierre d'assise – et d'achoppement – de l'enseignement de l'histoire au Québec » (p. 148). Selon les auteurs, les membres de la Coalition pour l'histoire interprètent le programme ministériel de façon « partielle, partielle, réductrice et embrouillée » (p. 154). Leur posture est également hostile avec l'histoire sociale et en phase avec le nationalisme conservateur. C'est donc en prenant acte de cette division entre deux camps idéologiques qu'il faut comprendre le conflit. Ici aussi, on ne peut qu'être en accord avec ce que disent les auteurs du livre : « Pour la Coalition, l'histoire du Québec doit servir le nationalisme québécois traditionnel. Or, le récit centré sur l'identification à une nation [...] socialement homogène est mal adapté pour aider les élèves à se conscientiser à la lutte des opprimé-e-s de toutes les nations contre toutes les oppressions » (p. 162).

Dans « Le conservatisme de gauche. Pas antiféministe mais... », Francis Dupuis-Déri propose quant à lui une analyse du discours de certains penseurs réputés progressistes mais qui, par leurs propos, s'en prennent à d'autres militants et militantes progressistes. Ainsi, les conservateurs de gauche, même s'ils sont critiques du capitalisme, valorisent le respect des institutions et de la cohésion sociale et sont critiques de luttes qualifiées de secondaires et parfois, plus spécifiquement, du féminisme (p. 169). Dans un premier temps, Dupuis-Déri établit les parallèles entre conservatismes de droite et de gauche. La seconde partie du texte est consacrée à certaines figures de cette gauche conservatrice parmi lesquelles Gilles Labelle et Éric Martin. La troisième partie fait état des stratégies argumentatives du conservatisme de gauche. La quatrième partie, quant à elle, porte sur l'attitude de ce courant de pensée envers les féministes. En conclusion, Dupuis-Déri rappelle que c'est bien leur attachement à la cohésion sociale et à la reproduction des institutions (souvent nationales) qui est la racine de leur dégoût envers toute forme de division (p. 196). L'auteur a raison d'affirmer que l'on ne doit pas blâmer les féministes pour les divisions des progressistes, mais au contraire, cibler ceux qui souhaitent « mieux protéger leur pouvoir et leurs privilèges masculins » (p. 196).

Finalement, le chapitre « La révolte complice. Le conservatisme de gauche et l'héritage du Printemps étudiant » de Mathieu Jean proposent une analyse spécifique de la pensée du philosophe Éric Martin, en lien avec son analyse de la grève étudiante de 2012. Jean présente lui aussi sa version des traits de la pensée conservatrice de gauche propre à Martin : « [...] le mouvement de 2012 serait largement une « révolte complice » du néolibéralisme, parce qu'elle contribuerait à éroder l'universalisme de l'État, refuserait la transcendance des institutions et rejetterait la verticalité et l'autorité » (p. 199). Pour Jean, Martin néglige la conflictualité multiple des rapports sociaux en axant son argumentation principalement sur le néolibéralisme. De plus, l'État et ses institutions seraient autant mis en danger par les pressions sociales que par le néolibéralisme. Comme l'auteur de ce chapitre, il nous semble en effet que la transcendance accordée aux institutions et à l'État relève davantage d'un discours idéaliste, voire religieux, que reposant sur la réalité sociale et matérielle (p. 205). Jean évoque également la pensée de Martin sur les « identités particulières » (p. 205) contraires à sa vision de l'universalisme. Jean analyse aussi la pensée de Martin sur le nationalisme, l'État et la démocratie et le néolibéralisme. La critique de cette pensée par Mathieu Jean est particulièrement sévère, tant sur le plan politique que théorique, mais le débat qui en émerge n'en demeure pas moins nécessaire.

Cet ouvrage collectif fait œuvre utile. On regrette cependant la difficulté d'acquérir une vue d'ensemble à la lecture de l'ouvrage, ce qu'une conclusion aurait facilement pu corriger. La section s'attaquant au conservatisme de gauche sera sans doute considérée comme la plus polémique, et c'est probablement ce qui lui donne toute sa pertinence. Le thème récurrent le plus important demeure la place subordonnée du féminisme, voire des femmes, dans la pensée conservatrice, de droite ou de gauche. Ainsi, chez les nationalistes conservateurs (de droite), les femmes sont des instruments de la reproduction nationale. Pour les conservateurs de gauche, le féminisme constitue une lutte secondaire, voire qui divise. C'est une posture particulièrement étrange lorsque l'on parle de la première forme d'oppression ! Il s'agit d'un discours déjà entendu et dont l'histoire des mouvements sociaux québécois a montré la faiblesse. La critique du nationalisme offerte dans plusieurs textes est cependant manichéenne et appelle à une réflexion à gauche sur les questions nationale et linguistique québécoises.